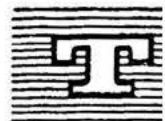


JUN 27 1977



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEET/L.1206
17 juin 1977

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Quarante-quatrième session
Point 4 de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1466ème séance, le 13 juin 1977, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord qu'il a chargé de proposer, sur la base des délibérations qui avaient eu lieu au Conseil et aux fins d'inclusion dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et de faire des recommandations au sujet du chapitre relatif à la situation dans ce territoire.
2. Le Comité de rédaction a tenu 3 séances. Il a bénéficié du concours de représentants de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale qui avait eu lieu au Conseil de tutelle sur la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, à son avis, reflètent les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont reproduites à l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1205 et Add.1 et Add.2) en tant que texte de base à utiliser pour le chapitre relatif à la situation dans ce territoire qui doit être incorporé au prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande également que le Conseil de tutelle adopte les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe et les fasse insérer à la fin du rapport.

Annexe

PROJET DE CONCLUSIONS ET DE RECOMMANDATIONS

A. GENERALITES

Déplacements de population

1. Le Conseil de tutelle prend note avec satisfaction des progrès réalisés en 1976/77 en ce qui concerne les problèmes que la situation des groupes de population déplacés pose depuis longtemps dans le district des îles Marshall.
2. Le Conseil note que les fonds nécessaires à une enquête radiologique aérienne à Bikini ont été votés par le Congrès des Etats-Unis et accordés au titre de l'ouverture de crédits additionnels pour 1977/78, que le Président a approuvée le 4 mai 1977. Le Conseil note également que l'Energy Research and Development Administration (ERDA) s'est engagée à fournir des fonds pour les travaux de recherche et d'analyse nécessaires. Le Conseil prend également note de la déclaration par laquelle l'Autorité administrante, a fait savoir que l'enquête était en cours de préparation et que l'on espérait la voir commencer en septembre 1977.
3. Le Conseil note que le Département de l'intérieur des Etats-Unis a présenté au Congrès, au début de 1977, une demande de fonds pour le programme de relèvement et de réinstallation que l'on prévoit de réaliser dans le cadre du projet d'Eniwetok. Le Conseil note avec satisfaction qu'une augmentation initiale d'environ 4 millions de dollars a été approuvée au titre du budget additionnel de 1977/78, et que le solde de 8,4 millions de dollars environ est prévu au budget de 1978/79. Il prend acte de la déclaration faite par le représentant spécial de l'Autorité administrante à la session en cours du Conseil, selon laquelle le Congrès des Etats-Unis devrait très bientôt approuver le budget de 1978/79 et arrêter une décision définitive à cet égard. Il note en outre que l'Agence pour la défense nucléaire a commencé la première phase des travaux de déblaiement à Eniwetok et que le Département de l'intérieur ainsi que le gouvernement du Territoire sous tutelle entameront bientôt la phase initiale du projet de relèvement.
4. Le Conseil note avec satisfaction les progrès réalisés pour ce qui a trait aux réparations des dommages subis par Rongelap et Utirik. Il prend acte de la déclaration faite à la session en cours par l'Autorité administrante, aux termes de laquelle un projet de loi concernant des réparations à titre gracieux a été présenté au Congrès des Etats-Unis par le Département de l'intérieur dans le cadre de ses prévisions budgétaires de 1977/78. Le Conseil note en outre que les comités de la Chambre et du Sénat des Etats-Unis chargés des affectations budgétaires ont recommandé tous deux l'approbation et l'autorisation des réparations à titre gracieux. Il note également que la Chambre des représentants des Etats-Unis a approuvé le projet de loi que l'on compte présenter en juin au Sénat, qui devrait l'approuver. Le Conseil note qu'une fois voté le budget de 1978/79, la loi concernant les réparations pourra être mise en application par le Département de l'intérieur.

Réparations pour dommages subis pendant et après la guerre

5. Le Conseil de Tutelle renouvelle ses recommandations antérieures pour que les mesures nécessaires au règlement définitif des dommages de guerre soient rapidement prises. Il note que toutes les autorisations de versement des fonds alloués par la loi de 1971 ont été accordées et que les derniers paiements ont été effectués. Le Conseil se félicite que le Congrès des Etats-Unis examine un projet de loi autorisant le paiement complet des 50 p. 100 que les Etats-Unis doivent verser au titre de la catégorie I et le paiement complet des sommes qu'ils doivent verser au titre de la catégorie II. Il note avec satisfaction que la Chambre des Représentants des Etats-Unis a déjà approuvé ce projet et espère que le Sénat lui donnera également une suite favorable.

6. Le Conseil note en outre que les Conseillers spéciaux et les pétitionnaires ont exprimé l'espoir, dans des déclarations orales et écrites, que le Gouvernement japonais suivrait l'exemple des Etats-Unis et envisagerait de compléter le versement qu'il avait déjà effectué au titre de la catégorie I. Le Conseil espère qu'il sera possible de trouver une solution satisfaisante à cette question.

B. PROGRES POLITIQUE

Gouvernement territorial

Législature

7. Le Conseil de tutelle prend note du rôle actif que continuent de jouer la Commission du statut politique futur et de la transition du Congrès de la Micronésie et la délégation micronésienne à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

8. Le Conseil note avec préoccupation que l'Autorité administrante n'a pas donné suite à sa recommandation antérieure tendant à ce que soient adoptées les mesures nécessaires pour opérer une distinction entre les intérêts propres du Territoire et les obligations internationales de l'Autorité administrante en vue finalement de limiter au maximum les possibilités d'exercice du droit de veto par le Haut Commissaire. Le Conseil note la préoccupation exprimée par le Conseiller spécial devant le veto que l'Autorité administrante a opposé au projet de loi du Sénat No 7-69 adopté en février 1977 par le Congrès de la Micronésie. (Ce projet de loi prévoyait que les membres des services officiels du Haut Commissaire dont la nomination dépendait "de l'avis et du consentement" du Congrès de la Micronésie, verraient leur engagement soumis à confirmation chaque fois qu'un nouveau haut commissaire entrerait en fonction.)

9. Le Conseil se rend compte cependant que certaines des difficultés associées à l'utilisation du droit de veto, y compris dans le cas susmentionné, découlent de la séparation des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif et que ces difficultés sont encore accrues par le fait que ce droit est exercé par un chef de l'exécutif nommé et non élu. En conséquence, le Conseil recommande que l'Autorité administrante s'attache sérieusement à préparer les Micronésiens à assumer les plus hautes fonctions dans l'exécutif.

Pouvoir exécutif

10. Le Conseil note avec satisfaction l'augmentation régulière du nombre de Micronésiens occupant des postes de responsabilités élevés; il se plaît à constater que le pourcentage d'étrangers et de fonctionnaires des Etats-Unis employés dans la fonction publique du Territoire sous tutelle a diminué tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Le Conseil se félicite que, selon la déclaration du Haut Commissaire, sur les 35 postes du gouvernement du Territoire sous tutelle soumis à l'avis et au consentement du Congrès de la Micronésie (chefs de département, et leurs suppléants, administrateurs de district et leurs suppléants et fonctionnaires spéciaux assumant certaines fonctions), seuls six postes soient actuellement occupés par des ressortissants des Etats-Unis; 21 postes, soit 62 p. 100 sont occupés par des Micronésiens et 8 postes, soit 22 p. 100, demeurent vacants. Le Conseil réitère ses appels précédents pour que cette tendance à la "micronisation" au niveau de l'exécutif se poursuive.

11. Le Conseil demeure favorable à ce qu'un Micronésien occupe le deuxième poste par ordre d'importance de l'exécutif, tout en notant les vues exprimées par la Mission de visite de 1976, à propos des difficultés qu'il y a à choisir un candidat, si

si l'on veut ménager les susceptibilités des divers districts. Le Conseil note avec satisfaction qu'un Micronésien a rempli les fonctions de Haut Commissaire par intérim pendant le mois de juin.

Administration de district

12. Le Conseil note que l'Administrateur du nouveau district de Kosrae est entré en fonctions le 9 janvier 1977, qu'une législature de district a été instituée et que sa première session a été convoquée le 5 avril 1977.

13. Le Conseil note avec satisfaction que le Haut Commissaire a approuvé des lois autorisant les législatures de district à élaborer les chartes des gouvernements de district. Certaines législatures de district ont entamé le processus d'élaboration et le texte définitif des chartes sera examiné par le Congrès de la Micronésie lors de sa prochaine session extraordinaire, en août 1977. Elles seront alors examinées par le Haut Commissaire qui les promulguera (s'il les approuve). Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante espère qu'il sera possible de tenir des élections populaires pour nommer des administrateurs de district en 1978, peu après que les différentes chartes de district auront été approuvées.

Décentralisation

14. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a entrepris un programme systématique de décentralisation visant à accroître l'autonomie locale et à rationaliser l'appareil bureaucratique. Outre les mesures susmentionnées accordant une plus grande autonomie aux districts, le Conseil fait l'éloge du programme de formation pour les cadres moyens réalisé par l'American Management Association, auquel 112 cadres ont participé et qui a pris fin en avril 1977.

Système judiciaire

15. Le Conseil demande instamment à nouveau qu'il soit offert aux Micronésiens qualifiés davantage de possibilités dans le système judiciaire. Tout en reconnaissant que les Micronésiens y détiennent maintenant plusieurs postes importants, le Conseil estime que la préférence devrait leur être donnée, toutes choses égales par ailleurs, à mesure que les postes supérieurs deviennent vacants.

16. Le Conseil réaffirme la nécessité de consulter le Congrès de la Micronésie à propos de la nomination ou de la révocation des magistrats de la Haute Cour.

C. PROGRES ECONOMIQUE

Economie générale

17. Le Conseil de tutelle reste préoccupé par les déséquilibres de l'économie micronésienne et sa dépendance considérable à l'égard de l'extérieur. Il note avec satisfaction que l'Autorité administrante est consciente de la nécessité de mettre l'accent sur le développement des secteurs productifs ainsi que sur celui de l'infrastructure de base, y compris les transports et les communications; les programmes entraînant des dépenses non productives devront au contraire être contenus dans des limites raisonnables.

18. Le Conseil se félicite de l'adoption par le Congrès de la Micronésie du plan indicatif quinquennal de développement et de son approbation par l'Autorité administrante. Il souhaite que la politique économique suivie dans le Territoire sous tutelle se conforme aux orientations de ce plan et que les moyens nécessaires à sa mise en oeuvre, notamment financiers, soient réunis.

19. Le Conseil estime qu'il serait souhaitable de faciliter l'accroissement des exportations du Territoire sous tutelle. Il recommande à l'Autorité administrante d'examiner avec attention la possibilité de faire bénéficier l'ensemble du territoire d'avantages tarifaires comparables à ceux prévus en faveur des Mariannes septentrionales dans le pacte visant à créer un commonwealth en union politique avec les Etats-Unis.

Finances publiques

20. Le Conseil de tutelle réaffirme son souci de voir le Congrès de la Micronésie disposer d'une influence accrue en ce qui concerne le processus budgétaire. Il note avec satisfaction que le Comité mixte de l'élaboration des programmes et du budget du Congrès micronésien a été reconnu comme le premier organe à consulter pour les demandes de subventions annuelles à adresser aux Etats-Unis, et que, en outre, des représentants du Congrès de la Micronésie ont eu l'occasion d'être entendus par les comités budgétaires du Congrès des Etats-Unis où ils ont pu exprimer leurs vues sur le budget du Territoire sous tutelle.

21. Il relève d'autre part qu'un système de comptabilité automatisé est en cours d'installation au siège du Territoire sous tutelle et que ce système sera mis au service de l'objectif d'une plus grande responsabilité financière pour les districts.

Aide des institutions internationales

22. Le Conseil de tutelle encourage de nouveau le Territoire sous tutelle à développer ses contacts avec des organismes régionaux et internationaux en vue de participer à leurs activités et de recevoir une assistance pour son développement. Il se félicite de l'information selon laquelle une demande d'aide du Programme alimentaire mondial (PAM) est en cours d'élaboration.

23. Il note également avec satisfaction qu'un programme par pays du PNUD a été élaboré et que trois demandes de projets ont été approuvées et transmises au PNUD (élevage et usine de traitement de produits alimentaires, études des aptitudes requises par le programme de développement, fourniture de services d'experts des Nations Unies pour le développement).

Crédit

24. Le Conseil de tutelle estime que le manque de capitaux constitue un obstacle important au progrès économique du Territoire sous tutelle; il lui apparaît donc souhaitable de développer les moyens de crédits locaux. Le Conseil espère que la Banque de développement de la Micronésie, à qui ont été transférés divers fonds de prêts du Territoire sous tutelle sera en mesure de fournir les capitaux nécessaires.

Questions foncières

25. Le Conseil de tutelle note que l'immatriculation des terres et l'établissement de levés cadastraux sont en cours et qu'ils devraient être achevés à la fin de 1977. Il exprime l'espoir que ces activités seront menées à bien dans les délais prévus, afin que, selon le voeu émis par sa mission de visite en 1976, des documents complets et à jour sur la propriété des terres soient rapidement disponibles.

26. Le Conseil espère que les discussions qui ont été entamées entre les membres du Congrès de la Micronésie et l'administration du Territoire sous tutelle, au sujet des accords d'utilisation des terres sans bail, pourront déboucher, dès que possible, sur des solutions satisfaisantes.

Agriculture et élevage

27. Le Conseil de tutelle réitère sa recommandation à l'Autorité administrante de développer la production des produits alimentaires pour permettre au territoire de se rapprocher de l'autosubsistance. Cette priorité ne devrait pourtant pas porter atteinte aux efforts en cours pour diversifier les cultures et doter le territoire d'une agriculture commerciale et d'une industrie dérivée de l'agriculture. Il importe, à cet égard, de développer la production de coprah afin de pouvoir approvisionner en quantités suffisantes les deux usines de traitement prévues, lorsque celles-ci seront en plein fonctionnement. Le Conseil note en particulier avec intérêt que la Société industrielle micronésienne des Palaos a d'ores et déjà exporté, en 1976, pour 3,4 millions de dollars d'huile et pour 445 000 dollars de coprah traité.

28. Le Conseil recommande également que soient envisagées, avec attention, les possibilités d'exploitation forestière ainsi que les moyens d'améliorer l'élevage.

Ressources marines

29. Le Conseil de tutelle réaffirme que les ressources marines jouent un rôle capital dans l'économie de la Micronésie et demande instamment à l'Autorité administrante de faire tout son possible pour protéger ces ressources et les mettre en valeur, en continuant d'améliorer l'équipement et la formation. Il note avec satisfaction que l'Autorité administrante a réaffirmé qu'elle ne contestait pas le fait que tous les avantages dérivés des ressources marines au large des côtes de Micronésie reviennent au peuple du Territoire sous tutelle et non aux Etats-Unis. Le Conseil relève également que les Etats-Unis ont indiqué qu'ils étaient prêts à travailler avec les Micronésiens pour que la souveraineté micronésienne sur les ressources marines s'étende à 200 milles et pour mettre sur pied des institutions permettant une gestion micronésienne de ces ressources.

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

30. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que les représentants du Congrès de la Micronésie participent à nouveau en qualité d'observateurs à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, sous l'égide de l'Autorité administrante, et qu'ils doivent continuer d'y participer. Le Conseil note les vues bien arrêtées exprimées par les représentants du Congrès de la Micronésie au sujet de la participation de la Micronésie ainsi que la déclaration faite à la quarante-quatrième session par l'un des conseillers spéciaux qui a exprimé sa préoccupation devant le veto que l'Autorité administrante avait opposé à un projet de loi fixant les limites de la juridiction sur l'espace marin en Micronésie, qui avait été approuvé par le Sénat de la Micronésie. Le Conseil note que les intérêts de la Micronésie ne coïncident pas nécessairement avec ceux de l'Autorité administrante.

31. Le Conseil accueille avec satisfaction l'offre formulée par la délégation micronésienne lors de la récente table ronde tenue à Honolulu en mai 1977, tendant à rechercher un compromis avec l'Autorité administrante par la voie de négociations. Le Conseil accueille également avec satisfaction la déclaration de l'Autorité administrante, selon laquelle celle-ci continuerait à faire preuve de vigilance afin de protéger les eaux micronésiennes contre une exploitation illégale étrangère.

Tourisme

32. Le Conseil de tutelle recommande que les productions locales soient dans toute la mesure du possible préférées aux productions importées tant pour la construction des équipements touristiques que pour leur fonctionnement. Les produits locaux devraient figurer plus fréquemment dans les restaurants des hôtels de tourisme. A cet égard, le Conseil accueille avec satisfaction la déclaration du Représentant spécial, selon laquelle l'industrie du tourisme relève pour une grande part d'entrepreneurs locaux plutôt que d'investisseurs étrangers et que les Micronésiens possèdent 26 des 29 hôtels du Territoire, dont 23 sont dirigés par des Micronésiens.

33. Le Conseil note également avec satisfaction la déclaration de l'un des représentants spéciaux, selon laquelle le tourisme est en train de devenir l'une des principales sources pour l'ensemble du Territoire et a rapporté en 1976 des recettes d'exportation invisibles de près de deux millions de dollars et fourni des emplois à plus de 500 Micronésiens. Le Conseil note en outre que l'industrie du tourisme a enregistré une augmentation de 27 p. 100 pendant le premier trimestre de 1977, par rapport à la même période en 1976.

34. Le Conseil note avec satisfaction que la croissance de ce secteur est régulière et ne dépasse pas pour l'instant les possibilités d'accueil des districts. Il recommande de continuer à développer les "conférences ateliers" et les cours de formation sur le tourisme.

Transports et communications

35. Le Conseil de tutelle note avec satisfaction que depuis que l'Autorité administrante a promulgué l'Executive Order No 113, les services logistiques de transport maritime directs ou indirects vers des ports micronésiens à partir des Etats-Unis, de l'Asie et de l'Australasie se sont grandement améliorés par suite de l'établissement, au titre de cette décision, d'un système de transport maritime semi-contrôlé et concurrentiel. Grâce à cela, malgré la hausse des coûts, les Micronésiens peuvent maintenant se procurer des produits importés à des prix raisonnables. Le Conseil note en outre que deux nouveaux chalands polyvalents, achetés en 1976, sont maintenant en service dans les districts et que la construction, confiée par contrat à une firme japonaise, de sept nouveaux bateaux destinés à relier les îles devrait être achevée en décembre 1978.

36. Le Conseil note avec satisfaction que le pont Koror-Babelthup a été ouvert à la circulation en avril 1977. La liaison qu'il assure entre ces deux secteurs facilitera les communications et le développement.

37. Le Conseil note que des négociations ont eu lieu à Washington et à Tokyo pour la création de services aériens entre Tokyo et Saipan. Des représentants du Congrès de la Micronésie et des îles Mariannes du Nord ont participé à ces négociations. Le Conseil attache beaucoup d'importance à une heureuse solution du problème et s'est félicité d'apprendre de l'Autorité administrante que cette question devait être traitée avant d'autres questions bilatérales à l'étude.

38. Le Conseil prend également acte de la déclaration du Conseiller spécial suivant laquelle malgré les efforts et l'appui de l'Autorité administrante, le Gouvernement japonais n'a pas encore donné son accord. L'un des conseillers spéciaux a demandé au Conseil de tutelle d'appuyer vivement ce projet dans son rapport au Conseil de sécurité, et il a prié le Président du Conseil de tutelle de faire des démarches auprès des représentants du Gouvernement japonais en leur rappelant l'importance capitale que la ligne aérienne envisagée présente pour les populations de la Micronésie.

39. Le Conseil note aussi avec satisfaction les autres faits nouveaux rapportés par le Haut Commissaire dans le cadre général du développement de l'aéroport.

Projet de création d'un superport aux Palaos

40. Le Conseil de tutelle, rappelant qu'il avait recommandé que soient étudiées les répercussions que la construction du superport envisagé pourraient avoir sur l'unité micronésienne, note que selon l'un des pétitionnaires des Palaos, la question d'un superport n'est pas liée à leur mouvement séparatiste.

41. Le Conseil continue de penser qu'il faudrait aussi se soucier des effets d'un tel port sur l'environnement. Il a pris note d'un certain nombre de critiques formulées par des représentants et des pétitionnaires des Palaos opposés au projet, et des protestations de spécialistes internationaux de l'environnement. Le Conseil rappelle qu'il a fait siennes les propositions formulées par la mission de visite de 1976, selon laquelle après achèvement de l'étude de faisabilité demandée à l'entreprise consultée, mais avant de demander à la population des Palaos de se prononcer, il conviendrait de soumettre le projet à l'examen d'un groupe d'experts qui n'aurait pas d'intérêts dans cette affaire. Le Conseil note en outre que l'Autorité administrante est d'avis qu'en vertu de la législation des Etats-Unis un rapport fédéral d'évaluation des effets du projet sur l'environnement serait nécessaire pour connaître les aspects environnementaux de la question avant l'adoption du projet.

42. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante s'est engagée à étudier les répercussions que le superport envisagé pourrait avoir sur le bien-être général de la population, la sécurité de la région et l'environnement physique et social, et qu'elle a décidé de ne pas construire le superport si la population des Palaos y était opposée.

43. Le Conseil recommande que l'Autorité administrante examine soigneusement les vues du Congrès de la Micronésie sur la question.

Coopératives

44. Le Conseil de tutelle exprime à nouveau l'espoir que l'Administration continuera de consacrer une partie de ses efforts en matière d'éducation et d'information à persuader les agriculteurs du Territoire sous tutelle des avantages des coopératives agricoles, et en particulier de la mise en commun des machines.

D. PROGRES SOCIAL

Services médicaux et sanitaires

45. Le Conseil de tutelle prend note avec satisfaction des progrès qui ont été accomplis pour compléter l'équipement sanitaire et hospitalier du Territoire sous tutelle (achèvement d'un hôpital de 116 lits à Ponapé; construction d'un hôpital dans le district de Yap qui devrait être terminé en janvier 1978; mise en service prochaine dans le nouvel hôpital de Kolonia d'un centre de formation médicale; construction de 32 nouveaux dispensaires entre le second semestre 1977 et le début de 1978). Le Conseil note également avec satisfaction que les travaux de modernisation de l'hôpital d'Ebeye ont considérablement avancé et que le personnel médical a été renforcé : le Conseil recommande que ces efforts soient poursuivis, principalement en vue d'améliorer les installations sanitaires dans les zones périphériques du Territoire sous tutelle.

46. Le Conseil a d'autre part relevé avec intérêt les résultats obtenus dans le cadre du programme de formation des auxiliaires de santé micronésiens.

Main-d'oeuvre

47. Le Conseil de tutelle reste préoccupé par le déséquilibre existant entre le nombre des salariés du secteur public et celui des salariés employés dans le secteur privé. Il prend note de l'intention exprimée par l'Autorité administrante de poursuivre la réduction du nombre des fonctionnaires employés par le gouvernement du Territoire sous tutelle. Le Conseil espère que de nouveaux progrès vers une meilleure situation de l'emploi seront réalisés grâce à l'étude de projection de la main-d'oeuvre sur deux ans qui est en cours d'élaboration, et grâce aux actions de formation et de perfectionnement déployées au titre du Comprehensive Employment and Training Act (CETA), qui dispose d'une somme de 3,9 millions de dollars.

Logement

48. Le Conseil de tutelle se félicite de ce que la Commission territoriale du logement, qui s'attache à fournir des logements aux familles à faibles revenus, ait été assistée en 1976 par le PNUD et la CESAP. Il souhaite que les efforts entrepris pour construire ou rénover des logements soient activement poursuivis et émet le voeu que les ressources nécessaires, notamment financières, soient fournies pour la réalisation du programme à long terme de logements à bon marché.

Sécurité publique

49. Le Conseil de tutelle se félicite de nouveau des efforts entrepris pour prévenir la délinquance en général et la délinquance juvénile en particulier. Il recommande que les efforts de prévention soient poursuivis.

E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

50. Le Conseil de tutelle réaffirme sa satisfaction devant les excellents résultats obtenus par l'Autorité administrante dans le domaine général de l'enseignement, en particulier l'universalité de l'enseignement primaire et le taux élevé de fréquentation des établissements scolaires, ainsi que le nombre satisfaisant d'étudiants du troisième cycle dans le Territoire sous tutelle. Il se félicite de ce que les étudiants du Territoire sont susceptibles d'obtenir des dons et des prêts du Gouvernement des Etats-Unis pour poursuivre des études supérieures.

51. Le Conseil de tutelle a relevé avec intérêt les idées exprimées par l'Autorité administrante selon lesquelles le système d'enseignement dans le Territoire sous tutelle, dans une large mesure, n'a pas besoin d'être modifié, mais qu'il convient cependant d'insister sur les disciplines les plus propres à préparer les élèves à la vie dans la société micronésienne, qu'il s'agisse de la langue, de la culture ou de l'activité professionnelle. Le Conseil partage ce point de vue, notamment en ce qui concerne la nécessité de mettre l'accent sur la formation professionnelle; il souhaite recevoir, pendant sa prochaine session, des informations sur les mesures envisagées pour mieux adapter l'enseignement aux réalités culturelles et aux besoins économiques du Territoire.

52. Le Conseil note de nouveau avec satisfaction les progrès réalisés par l'Autorité administrante pour augmenter le nombre d'enseignants micronésiens actuellement en poste dans le Territoire.

F. EVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET PROGRES VERS
L'AUTONOMIE OU L'INDEPENDANCE

Généralités

53. Tout en reconnaissant que c'est aux Micronésiens eux-mêmes qu'il appartient en dernier ressort de décider de leurs futures relations mutuelles, le Conseil de tutelle réaffirme sa conviction que l'unité politique des îles Carolines et des îles Marshall doit être si possible maintenue. Il note aussi que les districts des Palaos et des îles Marshall ont exprimé le souhait que la question de leur statut politique fasse l'objet de négociations distinctes avec les Etats-Unis. Il note avec satisfaction que l'Autorité administrante est d'avis que l'intérêt de la population de la Micronésie appelle le maintien d'une certaine forme d'unité, et il exprime l'espoir que l'Autorité administrante poursuivra ses efforts pour établir des relations pratiques et mutuellement profitables entre les districts.

54. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a organisé à Honolulu, en mai 1977, une réunion officieuse à laquelle ont participé des représentants du Congrès de la Micronésie et de l'exécutif du Territoire sous tutelle et des représentants des districts des îles Carolines et des îles Marshall, et au cours de laquelle des questions d'intérêt commun ont été examinées, notamment la façon de procéder pour les négociations sur le futur statut du Territoire. Le Conseil se félicite d'apprendre que les parties ont convenu de tenir une autre réunion au plus tard en juillet 1977 pour continuer ces discussions.

55. Si le Conseil ne tient pas au stade actuel à faire de recommandations précises quant au statut politique futur du Territoire sous tutelle, avant que les habitants des îles Carolines et des îles Marshall aient exprimé leur opinion, il réaffirme que le statut de libre association, s'il était approuvé par la population, ne serait pas incompatible avec les objectifs de l'Accord de tutelle. Le Conseil note à ce propos que la libre association aurait l'avantage de ménager une période de transition qui permettrait à la population d'évaluer l'intérêt de cette formule; elle lui donnerait aussi le temps de poursuivre le développement économique du Territoire tout en ne lui ôtant pas la possibilité de modifier son statut politique par la suite.

56. Le Conseil note également avec satisfaction que l'Autorité administrante a affirmé son intention d'aider la population de la Micronésie à se diriger rapidement vers un nouveau statut basé sur l'autodétermination, sans exclure l'indépendance si elle en exprime le souhait.

57. Le Conseil estime que la population de la Micronésie doit entre-temps avoir toute facilité pour s'informer du futur statut politique ainsi que des options constitutionnelles qui s'offrent à elles.

58. Le Conseil remercie l'Autorité administrante de l'avoir invité à observer le référendum constitutionnel qui doit avoir lieu dans les îles Marshall et dans les îles Carolines le 12 juillet 1978. Il note toutefois que les négociations sur

le futur statut politique de ces îles pourrait affecter les questions qui doivent être tranchées par le référendum et aussi la date exacte de celui-ci. Le Conseil continue d'espérer que le Congrès de la Micronésie fera tout son possible pour que lorsque le projet de constitution sera soumis à référendum, il le soit sous une forme susceptible d'être acceptée par tous les districts des îles Carolines et des îles Marshall et maintenant un certain degré d'unité entre eux.

59. Le Conseil note avec satisfaction que les délégués des îles Mariannes du Nord ont signé le texte définitif d'une constitution le 5 décembre 1976 et qu'après une campagne d'éducation politique, 58,2 p. 100 des électeurs inscrits ont approuvé la constitution, à une majorité de 93,2 p. 100, le 6 mars 1977.

60. Le Conseil prend acte de la déclaration du Conseiller spécial selon laquelle la constitution établit une structure administrative qui servira la population des îles Mariannes du Nord de façon efficace et économique et qu'elle renouvelle les garanties traditionnelles de libertés civiles, reconnaît l'importance vitale des rares ressources naturelles des Mariannes du Nord, respecte les droits de la population de chaque île et protège les groupes ethniques de ces îles.

61. Le Conseil prend note de la déclaration du représentant des Etats-Unis selon laquelle la constitution est actuellement examinée à Washington, conformément à la section 202 du "pacte visant à établir un commonwealth des îles Mariannes septentrionales en union politique avec les Etats-Unis d'Amérique", et qu'à moins d'être rejetée à la suite de cet examen, la constitution sera réputée avoir été approuvée intégralement au plus tard le 23 octobre 1977.

62. Le Conseil note que certaines parties de la constitution ne seront pas appliquées tant que l'Accord de tutelle n'aura pas pris fin, et il se félicite que le représentant de l'Autorité administrante ait indiqué l'intention de celle-ci d'abroger l'Accord simultanément pour l'ensemble du Territoire sous tutelle.

63. Le Conseil demande instamment que des liens culturels, économiques et sociaux soient maintenus entre les îles Mariannes du Nord et les autres districts et il se félicite à ce propos des déclarations faites par l'Autorité administrante et par le Commissaire résident des îles Mariannes du Nord en faveur d'une telle collaboration dans l'avenir.

64. Le Conseil se félicite de la réaffirmation par l'Autorité administrante de son désir de trouver, en consultation avec les Micronésiens, une base mutuellement satisfaisante pour la fin de l'Accord de tutelle avant 1981.
